

Initiatives ministérielles

J'ai parlé assez longuement des budgets et prévisions des années antérieures. On peut faire dire ce que l'on veut aux chiffres. Je crois que ces graves erreurs de calcul révèlent l'incompétence du présent gouvernement, non seulement dans le domaine des prévisions—je crois qu'à ce sujet nous avons toutes les preuves requises—mais aussi en matière de gestion de l'économie. En fait, il semble maintenant très clair que le ministre précédent et le gouverneur de la Banque du Canada ont commis des erreurs sérieuses l'année dernière. Dans le budget de l'année dernière, le ministre des Finances avait promis de nous assurer une forte croissance économique. Il avait dit:

• (1040)

La production réelle s'accroîtra de 3,5 p. 100 en 1992 et de 4 p. 100 en moyenne à moyen terme. Le revenu disponible réel des particuliers progressera constamment tout au long de cette période. La croissance de l'emploi débutera au second semestre et s'affirmera au cours des prochaines années.

Nous savons maintenant que l'économie a ralenti et que le gouvernement prévoit une croissance de 2,7 p. 100 pour 1992. Le revenu disponible réel des particuliers a baissé en 1991 et l'on prévoit maintenant qu'il s'accroîtra à un taux inférieur à 1 p. 100 en 1992. Je crois que les difficultés économiques de l'année dernière sont imputables en grande partie aux politiques budgétaires et monétaires appliquées récemment par ce gouvernement. Le budget de l'année dernière a confirmé ce qu'un porte-parole de la Banque Toronto-Dominion en avait dit à l'époque, à savoir que «c'est probablement le budget le plus absurde et le plus destructeur depuis les années 30.»

L'effet combiné des compressions budgétaires et des augmentations fiscales du budget de 1991 a contribué à la fois à prolonger la récession et à augmenter le déficit au point de rendre ridicules les prévisions faites à ce sujet. De plus, le budget de 1991 contenait la déclaration conjointe du ministre des Finances et du gouverneur de la Banque du Canada fixant des objectifs pour le taux d'inflation. À l'époque, ces objectifs nous semblaient très ambitieux, compte tenu particulièrement du fait que le ministre avait promis une forte relance au second semestre de 1991.

Comme nous le savons maintenant, ces objectifs ont en fait été dépassés, ce qui a porté à l'économie un dur coup dont les conséquences pourraient durer longtemps. Le fait que le gouvernement ait dépassé les objectifs qu'il s'était fixés pour l'inflation explique en grande partie pourquoi la relance, si ce terme s'applique, a été aussi lente et pourquoi le dollar canadien est demeuré si fort.

Le Comité des finances vient de terminer une étude sur le mandat de la Banque du Canada. Au cours de cette étude, nous avons reçu beaucoup de spécialistes qui se

sont prononcés sur la politique monétaire. Quoique notre comité ait recommandé de ne pas restreindre le mandat de la Banque du Canada pour le limiter à la surveillance de la stabilité des prix, nous avons certainement reconnu qu'il fallait maîtriser l'inflation. Le fait de remettre en question la politique monétaire appliquée par le gouvernement depuis un an ne signifie pas, je le dis bien fort, qu'on favorise l'inflation. La question est de savoir à quel rythme on peut raisonnablement chercher à en faire baisser le taux.

En janvier 1991, le taux d'inflation annuel mesuré par l'indice des prix à la consommation était de 6,8 p. 100. Suite à la déclaration conjointe du gouverneur et du ministre, le budget prévoyait un taux d'inflation annuel de 5,6 p. 100 en 1991 et de 3,2 p. 100 en 1992. En 1991, le taux a été de 4,1 p. 100 et on prévoit qu'il sera de 2,7 p. 100 en 1992.

L'impossibilité dans laquelle se trouvait le gouvernement de modérer sa politique monétaire à temps pour éviter une déflation aussi rapide, voire même un effondrement des prix dans certains secteurs, a, je pense, accentué la récession, aggravé le déficit et fait perdre leur emploi à des dizaines de milliers de Canadiens.

Notre nouveau ministre a hérité d'un beau fouillis. Les dispositions budgétaires de l'an dernier étaient basées sur des hypothèses qui ne se sont pas vérifiées, ce qui a eu pour effet d'accentuer la récession et de la prolonger plus longtemps qu'elle n'aurait duré autrement. L'assouplissement de la politique monétaire est manifestement insuffisant et arrive trop tard. Ce qui nous amène au budget de cette année.

Tout budget est l'occasion de repartir du bon pied; mais le premier budget d'un nouveau ministre, c'est vraiment l'occasion rêvée de faire du nouveau. Mais quelle déception! Il n'y a rien dans ce budget qui indique que le gouvernement se repent de ses fautes passées et se lance dans une nouvelle voie avec une vigueur renouvelée. C'est un budget fatigué, élaboré par un gouvernement usé, désarçonné par les problèmes auxquels il doit faire face et dont il est lui-même en grande partie l'auteur; un gouvernement sans vision, sans imagination qui ne comprend même pas les difficultés que le Canada doit affronter avant la fin du siècle.

Quoi de surprenant? Il s'agit bien, après tout, du gouvernement qui a engagé à grands frais un professeur de Harvard pour nous dire que le Canada n'était pas assez compétitif, qui a mis sur pied un processus de consultation pour demander aux Canadiens comment améliorer cette situation et qui en a confié la direction à cet expert de Bay Street qui, lorsqu'il était ministre des Finances, s'était arrangé pour que nous ne soyons pas compétitifs.